

## **La liberté d'expression à l'épreuve du harcèlement juridique**

Pierre angulaire de notre démocratie, la liberté d'expression et son corollaire, la liberté de critiquer, sont sérieusement remises en cause au nom d'une vision falsifiée de la lutte contre le racisme, qui assimile la critique de l'islam à une forme de racisme, en la qualifiant d'« islamophobie ». Ce positionnement idéologique, qui relève de l'escroquerie sémantique, concourt à imposer l'idée que la liberté d'expression serait subordonnée aux diktats des religions en général et de l'islam en particulier.

À plusieurs reprises ces dernières années, les démocraties ont rappelé que la liberté d'expression était un droit inaliénable. Pourtant, aujourd'hui nombre de penseurs, d'intellectuels, d'écrivains, de journalistes et de militant.e.s féministes et laïques font l'objet de graves persécutions, voire de menaces de mort en raison de leur détermination à user de ce droit. Cette tendance prend une orientation dramatique s'agissant du monde dit musulman où la séparation des pouvoirs politiques, religieux et judiciaires est un enjeu fondamental qui oppose, à l'heure actuelle, des démocrates aux islamistes et aux régimes autoritaires ou dictatoriaux.

C'est le 14 février 1989, avec la publication du roman de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*, que l'opposition frontale à la liberté d'expression prend une tournure des plus terrifiantes en se transposant sur la scène européenne. L'ayatollah Khomeiny appelle tous les musulmans à tuer le romancier anglo-indien accusé de blasphème. Désormais, la stratégie des islamistes consiste à éliminer par tous les moyens leurs opposants. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la condamnation à mort de Taslima Nasreen (1993), l'assassinat de Theo van Gogh (2004), les tentatives visant le caricaturiste danois Kurt Westergaard (2005), ainsi que la tuerie à Charlie Hebdo le 7 janvier 2015.

La légitimité de la mise à mort des esprits libres est clairement revendiquée par l'islam politique. Leur élimination est programmée et se joue sur plusieurs niveaux. Le terrain juridique en est un et il n'est pas des moindres. Des poursuites judiciaires sont désormais intentées contre des militants laïques et féministes sous de faux prétextes. Cette nouvelle stratégie qui s'apparente à une « guerre juridique », s'est visiblement mise en place, afin de museler quiconque use de sa liberté de parole pour critiquer l'islam radical et tester la résistance des « cibles » et des institutions. En France, le procès des caricatures de Charlie Hebdo en a préfiguré le terrifiant engrenage. Le procès contre

la crèche Baby Loup a suivi, avec ses interminables rebondissements judiciaires dont la directrice, Natalia Baleato, est sortie victorieuse, mais au prix d'un long combat.

Au Québec, Djemila Benhabib, journaliste et essayiste bien connue pour son combat contre l'islam politique en est déjà à son deuxième procès. En 2012, elle est poursuivie par une mère musulmane qui lui reproche d'avoir publié sur son blogue les photos de ses deux enfants prises lors d'un concours de récitation coranique organisé à la mosquée al-Rawdah, un fief des Frères musulmans. Or, ces mêmes photos étaient déjà publiées sur le site de ladite mosquée. Djemila Benhabib a gagné ce procès sans réel objet, mais on peut imaginer ce que cela représente de pression morale et financière. Le 26 septembre prochain s'ouvrira à Montréal, un autre procès qui l'oppose, cette fois-ci, à une école islamique pourtant financée par le ministère de l'Éducation et qui fait du port du voile islamique une obligation à partir de la troisième année (c'est-à-dire pour des fillettes de 9 ans). Au Royaume uni, la militante féministe, Maryam Namazie qui mène une lutte acharnée contre les tribunaux de la charia est confrontée à des lobbies organisés au sein des campus universitaires qui viennent perturber violemment ses conférences. Cet insupportable harcèlement consiste toujours à faire passer des militant-e-s laïques pour des racistes.

Ne nous trompons pas sur les véritables motivations des auteurs de ces attaques d'un type nouveau. D'abord, il s'agit de faire régner la peur pour empêcher toute expression critique envers l'islam ou contre la façon dévoyée dont certains veulent l'imposer à d'autres. Ensuite, il s'agit de mettre une pression démesurée sur les personnes visées, pour les épuiser psychologiquement et financièrement, les ostraciser et les éliminer du débat public. Bref, les décourager de continuer à s'exprimer publiquement. C'est pourquoi nous réaffirmons avec force que les démocrates du monde entier refusent la stratégie de la peur et de l'intimidation. Il ne saurait être question de renoncer à la liberté d'expression, pas plus qu'à l'universalité des droits humains et à ceux des femmes en particulier, qui ne doivent souffrir aucune contestation ni restriction au nom de préceptes religieux ou de prétextes culturels. À nous de rassembler nos forces pour nous donner les moyens d'agir collectivement. C'est le premier objectif du comité de soutien qui vient de se constituer.

**Membres du Comité de soutien de Djemila Benhabib**

## **Premières associations signataires :**

Association des Humanistes du Québec  
Association européenne de la pensée libre-section IDF  
Association française des Victimes du Terrorisme  
Association Le Chevalier de la Barre  
Association Laïcité et féminisme  
Association pour la mixité, l'égalité et la laïcité (AMEL)  
Assemblée des femmes  
Clara Magazine  
Conseil national des associations familiales laïques (CNAFAL)  
Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)  
Comités 1905  
Comité Laïcité République  
Égalité-Laïcité-Europe (EGALE)  
Femmes pour le dire, Femmes pour agir  
Femmes sans voile d'Aubervilliers  
Femmes solidaires  
Institut d'éthique contemporaine  
Laïcité –Libertés  
Les vigilantes  
Libres MarianneS  
Ligue du Droit International des Femmes  
Marche Mondiale des Femmes-France  
Mouvement laïque québécois (MLQ)  
Mouvement pour la paix et contre le terrorisme  
Ni Putes Ni Soumises  
Observatoire de la laïcité de St-Denis  
Regards de femmes  
Réseau féministe « Ruptures »  
Société des Amis de Vigile  
Société des écrivains de la Mauricie  
Union des Familles Laïques (UFAL)

## **Premiers signataires individuels**

Claire **Aubin**, artiste peintre  
Waleed **al-Husseini**, blogueur, auteur  
Karim **Akouche**, écrivain  
Élaine **Audet**, essayiste, poétesse et éditrice de [Sisyph.org](http://Sisyph.org), site

féministe d'information, d'analyse et d'opinion  
Élisabeth **Badinter**, philosophe, écrivaine  
Daniel **Baril**, anthropologue et journaliste  
Georges **Bensoussan**, historien  
Nabila **Ben Youssef**, humoriste et comédienne  
Gérard **Biard**, directeur de Charlie Hebdo  
Mireille **Bizot-Tadjeddine**, professeure émérite ENS Cachan  
Mathieu **Bock-Côté**, sociologue et chroniqueur  
Danielle **Bousquet**, députée honoraire  
Marika **Bret**, chroniqueuse Charlie Hebdo  
Micheline **Carrier**, éditrice de [Sisyphe.org](http://Sisyphe.org), site féministe  
d'information, d'analyse et d'opinion  
Yeter **Célili**, cheffe d'entreprise  
Sérénade **Chafik**, militante féministe  
Chahla **Chafiq**, sociologue, écrivaine  
Guylain **Chevrier**, historien, militant laïque  
Marie-Andrée **Chouinard**, présidente de Vigilance laïque  
Gilles **Clavreul**, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et  
l'antisémitisme  
Claude **Codsi**, chef d'entreprise  
Guy **Corneau**, psychanalyste et auteur  
Ewa **Dąbrowska-Szulc**, présidente de l'association ProFemina-  
Pologne  
Jane **Donnelly**, activiste Atheist Irland  
Bernice **Dubois**, consultante internationale  
Gilles **Duceppe**, ancien chef du Bloc Québécois  
Annick **Drogou**, auteure  
Sanal **Edamaruku**, fondateur-président International Rationalist et  
président Indian Rationalist  
Nadia **el-Fani**, cinéaste  
Andrée **Ferretti**, écrivaine et militante indépendantiste  
Nadine **Fleury**, médecin  
Raymond **Fleury**, enseignant à la retraite et étudiant assidu à  
l'Université du troisième âge  
Caroline **Fourest**, journaliste, auteure  
Pierre **Gauthier**, député au parlement de Genève  
Nadia **Geerts**, philosophe et auteure  
Jean **Glavany**, ancien ministre, député des Hautes Pyrénées  
Sihem **Habchi**, militante féministe laïque  
Shoukria **Haidar**, présidente de NEGAR- Soutien aux femmes

d'Afghanistan

Guy **Haarscher**, philosophe, professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles

Marieme **Helie Lucas**, sociologue, fondatrice de *Secularism is a women's issue*

Myriam Ibn Arabi, philosophe

Lucie **Jobin**, présidente du Mouvement laïque québécois

Guy **Julien**, ancien ministre

Ali **Kaidi**, philosophe et membre fondateur de l'Association québécoise des Nord-africains pour la laïcité

Isabelle **Kersimon**, journaliste, essayiste

Catherine **Kintzler**, philosophe, professeure émérite Lille III

Françoise **Laborde**, sénatrice de Haute-Garonne

Ibtissame Betty **Lachgar**, psychologue, co-fondatrice du [Mali](#) (le mouvement alternatif pour les libertés individuelles) au Maroc

André **Lamoureux**, politologue et porte-parole du Rassemblement pour la laïcité

Bernard **Landry**, ancien premier ministre du Québec

Guy **Langagne**, ancien ministre

Mona **Latif-Ghattas**, poétesse et écrivaine

Guillaume **Lecontre**, chercheur

Christine **Le Doaré**, juriste conseil et militante féministe

Richard **Le Hir**, ancien ministre

Corinne **Lepage**, ancienne ministre, présidente de CAP 21

Joseph **Macé-Scaron**, président du comité éditorial de *Marianne*

Louise **Mailloux**, philosophe et militante laïque

Laurence **Marchand-Taillade**, Présidente de l'Observatoire de la laïcité du Val d'Oise

Samuel **Mayol**, maître de conférences

Yves **Michaud**, chef de la mission diplomatique du Québec en France (1979-1984)

Danielle **Michel-Chich**, journaliste et auteure

Maryam **Namazie**, porte parole de *One law for all*, membre du *Council of ex muslims*

Taslina **Nasreen**, écrivaine

Wanda **Nowicka**, ancienne vice-présidente du parlement de Pologne

Michael **Nugent**, écrivain et président de Atheist Irland

Magali **Orsini**, députée au parlement de Genève

Akli **Ourdja**, Association québécoise des Nord-africains pour la laïcité

Michel **Paris**, consultant  
Gilbert **Paquette**, ancien ministre  
Céline **Pina**, essayiste et militante laïque  
Lorraine **Prieur**, pianiste et professeur de musique  
Hubert **Reeves**, astrophysicien, auteur  
Jocelyne **Robert**, sexologue et auteure  
Yves **Rocheleau**, ancien député  
Yvette **Roudy**, ancienne ministre  
Marie-Josée **Salmon**, militante féministe  
Nina **Sankari**, militante de la Libre pensée et des droits des femmes  
en Pologne  
Boualem **Sansal**, écrivain  
Marie **Savoie**, interprète  
Johanne **St-Amour**, féministe  
Luc **Saucier**, calligraphe, chanteur  
Simon-Pierre **Savard-Tremblay**, président de Génération nationale  
Alain **Seksig**, cadre de l'éducation nationale  
Agnès **Setton**, médecin  
Fatoumata **Fathy Sidibé**, députée au parlement de la région  
Bruxelles-Capitale  
Mohamed **Sifaoui**, auteur et réalisateur  
Alain **Simon**, haut fonctionnaire  
Michèle **Sirois**, présidente de Pour les droits des femmes du Québec -  
PDF Québec  
Abderrahmane **Tadjeddine**, physicien, chercheur  
Lisa Marie **Taylor**, présidente de *Feminism in London*  
Viviane **Teitelbaum**, députée au parlement de la région Bruxelles-  
Capitale, échevine  
Sam **Touzani**, comédien, metteur en scène  
Danielle **Trussart**, écrivaine  
Fiammetta **Venner**, politologue, essayiste  
Michel **Virard**, président de l'Association des humanistes du Québec  
Arlette **Zilberg**, maire adjointe de Paris-20ème  
Soufiane **Zitouni**, philosophe et auteur